

LE DÉSARMEMENT

Discours prononcé à la Première Commission, le 23 octobre 1957, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Sidney E. Smith

En cette première intervention à la Commission des questions politiques, je tiens à vous présenter, Monsieur le Président, mes vives félicitations pour votre élection au poste que vous occupez.

Prenant part au débat général le 23 septembre, le premier ministre de mon pays a parlé de l'anxiété qu'éprouvait le Gouvernement canadien devant l'accumulation croissante d'engins qui nous imposent de plus en plus la pensée de l'Apocalypse. Quand nous songeons à la possibilité pour l'homme d'opérer sa propre destruction, nous nous affermissons dans notre résolution de démontrer, pendant qu'il en est encore temps, que l'art politique n'accuse pas un trop grand retard sur la science. Nous tous, et nos gouvernements, devons continuer à rechercher un moyen sûr de maintenir la paix dans le monde. Cependant, en face des antagonismes qui le déchirent, comment ne pas apercevoir les problèmes presque écrasants qui se posent en grand nombre. Il serait vain d'espérer que tous pourront se régler au cours de la présente session. En revanche, nous pouvons tenter de renverser le cours des événements de façon à "épargner le fléau de la guerre aux générations futures", selon l'engagement contracté aux termes de la Charte. Au moment de consigner cette obligation par écrit en 1945, la Conférence de San-Francisco ne pouvait pas prévoir que de nouveaux moyens de destruction rendraient incertaine l'existence même de ces générations futures. Notre premier devoir n'est donc pas seulement de préserver le monde du fléau de la guerre, mais de le préserver de la destruction.

Survivance du genre humain

Ainsi que certains orateurs l'ont affirmé fort pertinemment, nos débats ont trait non seulement au désarmement, mais à la survivance du genre humain. Il nous reste à démontrer que pour nous adapter aux temps nouveaux nous sommes capables de modifier radicalement nos façons de penser. À l'époque des fusées intercontinentales et à la veille des voyages dans l'espace sidéral, nous parlons encore le langage des rivalités nationales. La science moderne exige que les hommes soient solidaires pour qu'ils puissent exploiter à leur profit ces nouveaux progrès.

La proposition de l'Union soviétique est toute simple: interdire définitivement ou pour cinq ans l'utilisation des engins nucléaires et ensuite détruire ces engins. Comme un grand nombre de personnes dans le monde, je dois reconnaître que cette proposition est engageante. Mettre un terme à la possibilité d'utiliser les armes nucléaires, tel est certainement notre objectif. On peut donc se demander pourquoi nous ne pouvons répondre à l'invitation soviétique. C'est que la promesse

de ne pas utiliser les engins nucléaires ne serait valable que jusqu'à ce qu'un pays décide de la rompre. De plus, il n'existe actuellement aucun moyen de contrôler l'élimination complète des engins nucléaires.

L'accord de désarmement devra se fonder sur quelque chose de plus sûr que de simples promesses. Chaque pays devra être sûr que les autres ne conservent aucun engin atomique en dépit de la promesse de s'en défaire, qu'ils ne travaillent pas au perfectionnement de ces armes. Nous devons être assurés qu'aucun pays n'envisage la destruction ou l'affaiblissement d'un autre; chaque pays doit persuader les autres qu'il n'utilisera pas ces engins de guerre, sauf en cas de défense. Nous devons nous accorder une confiance mutuelle, mais non sans nous fonder sur la lettre froide et rigoureuse d'un accord qui nous lie et qui comporte des garanties véritables. S'il existait entre les pays la confiance que supposent des engagements moraux pouvant se passer de garanties, le monde ne connaîtrait pas l'effroyable course actuelle aux armements.

Durant tous les pourparlers sur le désarmement, l'URSS a manifesté bien peu de disposition à aborder franchement la question de l'inspection. Au contraire, elle a souvent accusé les autres pays de ne faire valoir leurs arguments en faveur de l'inspection que comme prétexte pour ne pas désarmer. Cependant, nous nous félicitons de ce que l'attitude soviétique à l'égard des contrôles se soit sensiblement améliorée depuis à peu près un an, pour ce qui est des principes du moins; tel était le principal fondement de nos espoirs de l'an dernier en un désarmement au moins partiel. Quelle ne fut pas aussi notre consternation lorsque, dans leur dernière déclaration, les Soviétiques ont traité avec tout leur mépris de naguère les garanties d'inspection et de contrôle, alors que celles-ci constituent précisément la différence essentielle entre les déclarations creuses et les engagements sérieux de désarmer.

Les méfiances mutuelles entre grands pays retardent ou rendent difficile tout accord sur l'inspection et les contrôles, mais les pays au pacifisme sincère, dont les troupes et les armements sont authentiquement défensifs, devraient être capables d'accepter cet élément essentiel du désarmement. Selon l'expression du premier ministre du Canada, "on ne cache rien, quand on n'a rien à cacher". (If you have nothing to hide, why hide it?). Ainsi le Canada a consenti à ouvrir son territoire à toute inspection convenue entre les parties à un accord de désarmement. Nous avons offert expressément de soumettre la totalité ou une partie de notre territoire à une inspection aérienne qui s'insérerait dans un système équitable de protection contre les attaques par surprise. Les porte-parole de l'URSS ont écarté, non sans quelques sarcasmes, l'inspec-